

A quelle sauce l'Etat va t-il manger les communes ?

M6 interroge Hervé Féron. (2ème partie).

Le journaliste avait promis à Hervé Féron de ne pas couper la première de ses phrases. Quand il disait : "En premier lieu, je me réjouis pour toutes les familles qui n'auront plus de taxe d'habitation à payer". Malheureusement cette phrase a été coupée, c'est regrettable.

La position d'Hervé Féron : "Depuis 2008, (sous Sarkozy), jusque 2017 (sous Hollande), les baisses de dotations de l'Etat à Tomblaine, représentent moins 52 pour cent pour les dotations de fonctionnement. Aujourd'hui les communes sont exsangues, elles n'ont plus de quoi fonctionner. Le précédent gouvernement avait demandé aux collectivités de participer à hauteur de 50 pour cent à la résorption du déficit de l'Etat.

Ce qui était injuste quand on considère que les communes chaque année ont obligation de présenter des budgets en équilibre, alors que l'Etat chaque année, lui, présente un budget primitif en déséquilibre.

Les collectivités ont atteint cet objectif à 97 pour cent, l'Etat n'a quasiment pas fait d'efforts sur les 50 pour cent qui lui incombent.

Emmanuel Macron annonçait une Conférence des Territoires au Sénat pour organiser la concertation.

Or, il a une conception très particulière de la concertation, par exemple quand il a commencé à annoncer que ce choix politique ne serait pas à discuter.

Pendant la campagne, il a dit clairement qu'il n'y aurait plus de baisses de dotations, puis il a annoncé 8 milliards en 5 ans, récupérés sur le dos des collectivités, puis il a annoncé 10 milliards, aujourd'hui il nous parle de 13 milliards.

Au secours ! Il y a le feu !

Le Président de la République est un pyromane, les gens doivent avoir conscience du fait que leurs élus de proximité les Maires sont pris en otage, ils vont devoir supprimer les grands pans des politiques publiques non obligatoires pour les communes, auxquelles pourtant les familles s'étaient habituées : restauration scolaire, bibliothèque, temps périscolaire, sport, culture, éducation populaire seront de terribles variables d'ajustement budgétaire.

Je ne souhaite pas combattre Emmanuel Macron mais il est dans l'erreur et les conséquences seront catastrophiques pour la seule véritable compétence qui reste aux Maires : la cohésion sociale. Notre pays est en grand danger.

Hervé Féron.